

Lyon, le 14 janvier 2010

Résultats du Panel régional de conjoncture « Suivi de la situation économique » - janvier 2010

Les résultats présentés sont issus du Panel régional de conjoncture « Suivi de la crise » CRCI/CCI de Rhône-Alpes, qui a été interrogé du 4 au 11 janvier 2010¹.

Dans le prolongement des précédentes enquêtes, les résultats confirment le redémarrage de l'activité, mais de façon très progressive et fragile. Il y a toujours près de 30 % des TPE-PME qui disent faire face à des difficultés de trésorerie. Dans un contexte de visibilité limitée, les perspectives à trois mois s'améliorent un peu, mais les entreprises qui s'attendent à une baisse du chiffre d'affaires restent plus nombreuses que celles qui s'attendent à une hausse. Plus marquant, les perspectives à l'horizon juin 2010 deviennent sensiblement plus favorables. Les services aux entreprises sont les mieux orientés et le redressement de l'industrie semble se poursuivre. Par contre, les perspectives se dégradent pour des activités plus tournées vers la consommation des particuliers. Globalement, dans ce contexte, les perspectives en matière d'emploi sont un peu en retrait par rapport au mois dernier, et on n'enregistre pas de reprise de l'investissement.

L'activité

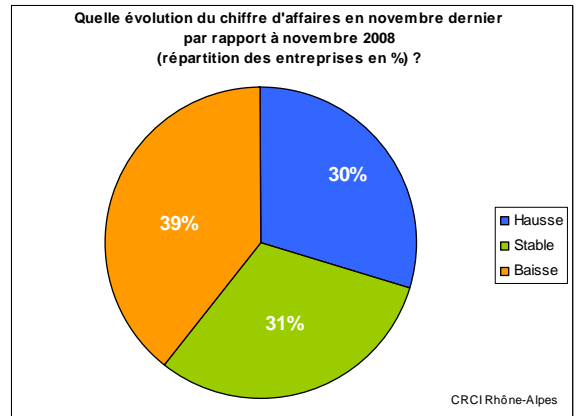
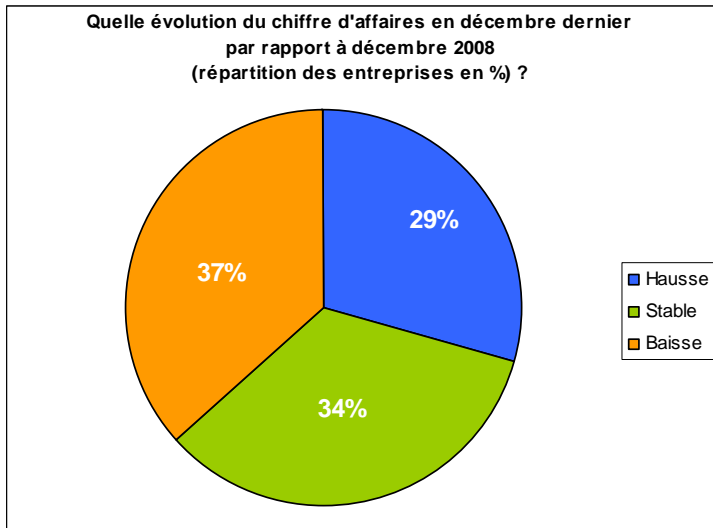
Un bilan mensuel dans la lignée du mois précédent

En décembre, globalement pour l'ensemble des activités, les TPE-PME se répartissent en parts équivalentes entre un chiffre d'affaires à la hausse, un chiffre d'affaires à la baisse et un chiffre d'affaires stable. Mais en évolution, le **bilan est différencié selon les activités**.

Une majorité de TPE-PME a enregistré une baisse de chiffre d'affaires dans le commerce de gros, le transport et le BTP, cette part « chiffre d'affaires en baisse » étant en progression par rapport au mois dernier. Dans l'hébergement-restauration, la part « en baisse » progresse également.

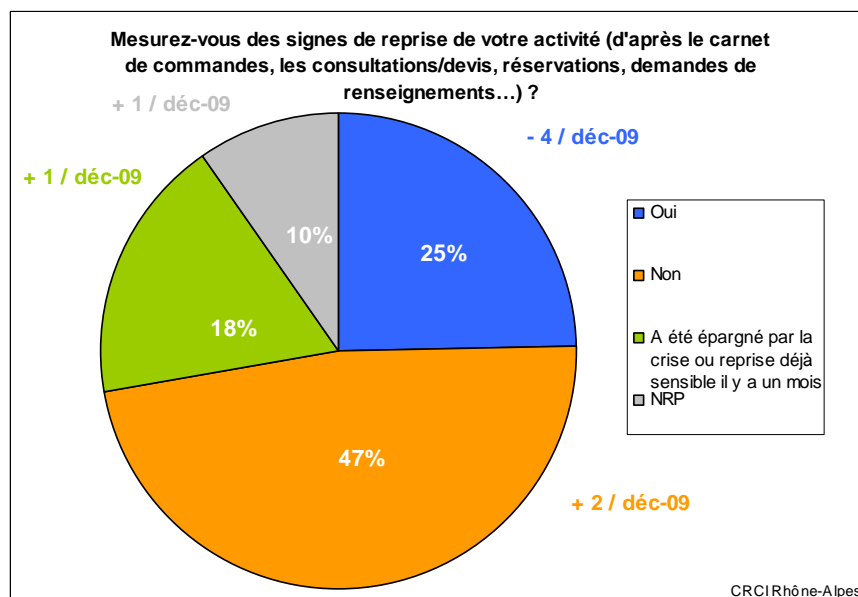
Dans le **commerce de détail par contre, le bilan est plutôt favorable** avec 39 % d'entreprises ayant enregistré une hausse (+ 13), 36 % une stabilité et 25 % une baisse. **Dans l'industrie, le bilan a poursuivi son amélioration** : 30 % des TPI/PMI ont enregistré un chiffre d'affaires en hausse sur un an (+ 4) et 42 % une baisse (- 7). Le solde « hausse-baisse » reste toutefois largement négatif dans l'industrie et il faut rappeler que la comparaison sur un an se fait avec une période de fort impact de la crise.

¹ 323 TPE-PME représentatives de l'industrie, du BTP, du commerce et des services, interrogées par téléphone dans l'ensemble des départements de Rhône-Alpes (hors Haute-Savoie).

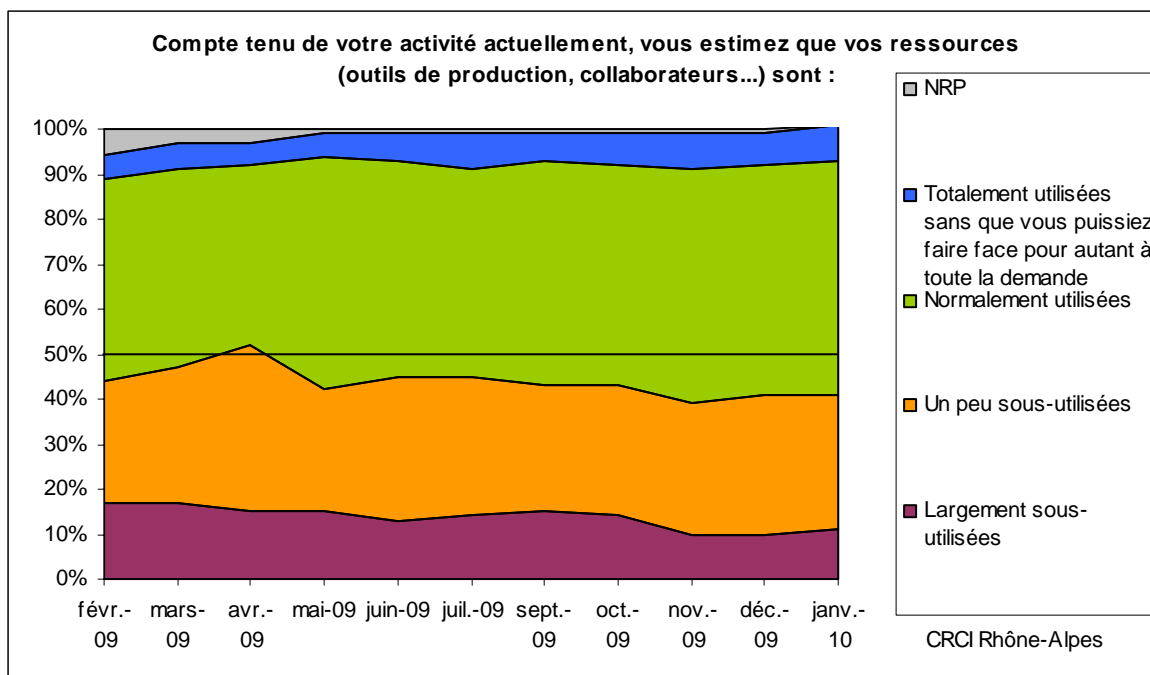


Dans le BTP, des entreprises signalent toujours dans leurs commentaires libres de très fortes pressions sur les prix qualifiées « d'impressionnantes » ou de « catastrophiques ».

L'enquête de décembre confirme une **activité particulièrement erratique pour de nombreuses entreprises**. Si la part des TPE/PME qui disent ne pas être concernées par la crise (épargnées jusqu'à maintenant ou ayant bénéficié d'une reprise durable) se consolide légèrement à 18 % (+ 1), la part de celles qui mesurent des signes de reprise recule à 25 % (- 4). Par ailleurs, d'après les commentaires libres, il y a toujours des entreprises qui commencent juste à ressentir les effets de la crise du fait de la nature de leur activité.



Le niveau d'utilisation des capacités de production s'est un peu conforté : 59 % des TPE-PME disent ne pas faire face à une sous-utilisation de leurs capacités de production/prestations de services. On note une stabilité dans l'industrie à un niveau qui reste faible (42 %) et un recul assez sensible dans le BTP (45%), en précisant que l'enquête est intervenue en pleine période d'intempéries hivernales.



Tous les secteurs d'activité sont représentés parmi les 8 % de TPE-PME qui disent utiliser totalement leurs capacités de production sans pouvoir faire face pour autant à toute la demande.

Les perspectives à trois mois sont globalement confortées, mais avec des évolutions différenciées selon les activités

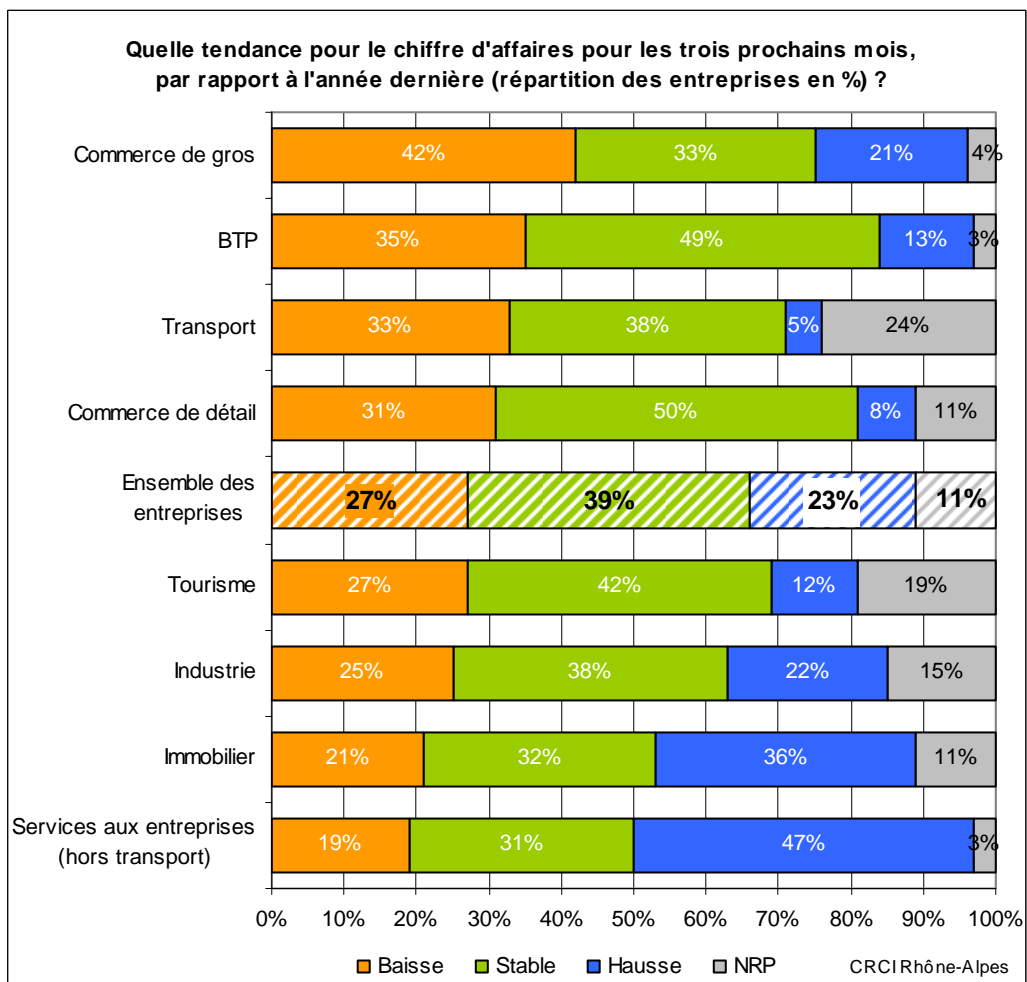
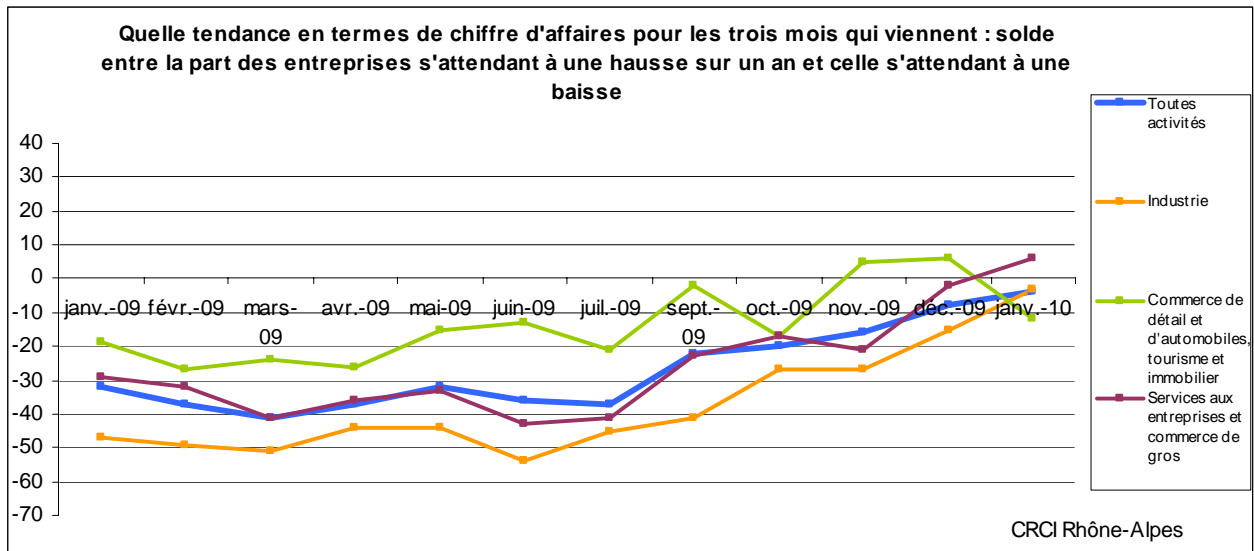
Les perspectives glissantes à 3 mois en termes d'évolution du chiffre d'affaires sur un an se trouvent confortées : **c'est la tendance à la stabilité qui l'emporte (39 % des TPE-PME, + 3). 23 % des entreprises s'attendent à une hausse (+ 1), 27 % à une baisse (- 3).** C'est parmi les TPE et les PME de 50 salariés et plus que l'on trouve le plus d'entreprises s'attendant à une progression du chiffre d'affaires (30 %).

Le niveau des « non réponses » reste élevé (11 %) traduisant **l'incertitude de nombreuses entreprises**. On relève ainsi dans les commentaires libres les expressions suivantes : « la visibilité est à 8 jours », « c'est le flou le plus total », « impossible de faire des prévisions ». Le niveau des non réponses atteint 18% pour les TPE-PME de la filière automobile, sans doute en raison de la réduction de la prime à la casse.

Si les perspectives sont confortées, elles traduisent toutefois un **optimisme très mesuré** ; le solde « hausse-baisse » reste négatif et la comparaison se fait avec un premier trimestre 2009 pleinement marqué par la crise.

Les évolutions apparaissent différenciées selon les activités. Malgré une dégradation dans le commerce de gros, les **perspectives pour l'ensemble « services aux entreprises, commerce de gros » continuent de s'améliorer**, le solde « hausse-baisse » devenant ce mois positif. La **tendance reste aussi à l'amélioration pour l'industrie** pour laquelle le solde « hausse-baisse » se rapproche de l'équilibre : 25 % des TPI/PMI s'attendent à une baisse de chiffre d'affaires (- 11) et 22 % à une hausse (+ 1).

Les **perspectives se dégradent par contre pour l'ensemble « commerce de détail, commerce automobile, immobilier, tourisme »**, le solde « hausse-baisse » redevenant négatif. Si les variations sont plus erratiques pour cet ensemble, on note cependant une montée assez sensible de la part des entreprises du commerce de détail qui s'attendent maintenant à une baisse de chiffre d'affaires (31 %). Cette part est également en progression dans l'immobilier et l'hébergement-restauration.



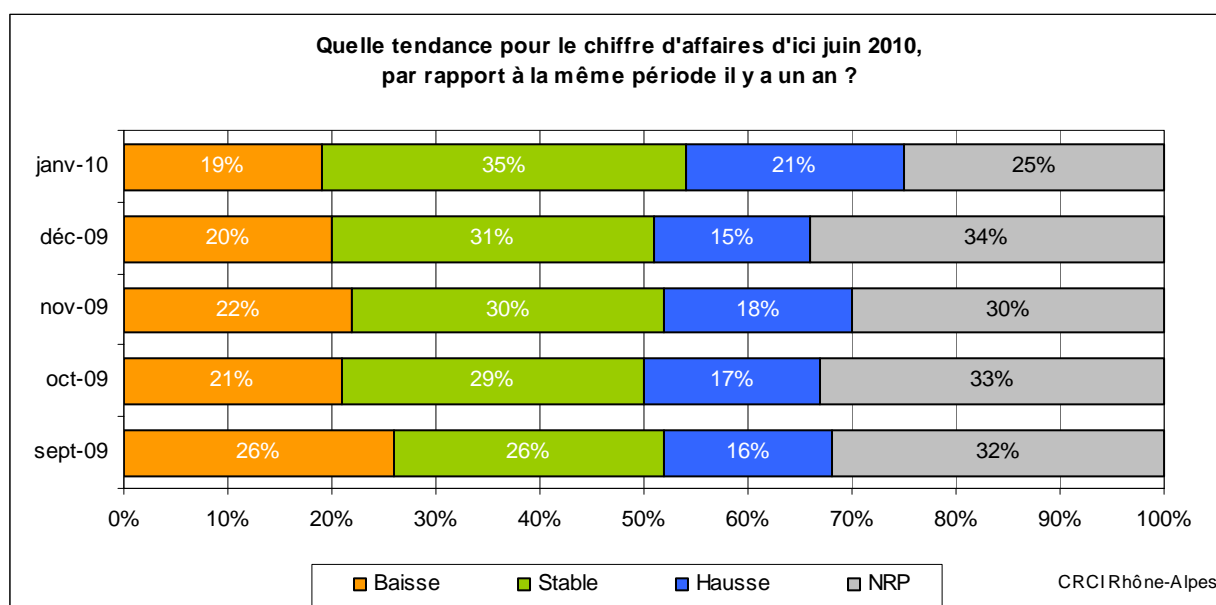
Des perspectives à l'horizon juin 2010 mieux orientées

Si elles restent très mesurées, les perspectives à l'horizon 2010 en termes de chiffre d'affaires **marquent globalement une amélioration sensible par rapport au mois dernier**. Sont en progression à la fois la part des entreprises qui s'attendent à une stabilité de leur chiffre d'affaires par rapport au 1^{er} semestre 2009 (35 %, + 4) et celle des entreprises qui s'attendent à une hausse (21 %, + 6). **Le solde « hausse-baisse » devient légèrement positif**.

Le **manque de visibilité reste important** (25 % de non réponses, mais en recul de 9 points).

L'amélioration des perspectives est enregistrée dans les services aux entreprises (hors transport). C'est pour ces activités qu'elles sont les plus favorables : 38 % de TPE/PME qui prévoient une hausse et 14 % une baisse. L'amélioration se vérifie aussi dans l'industrie et le BTP.

Comme pour les perspectives à trois mois, on note par contre une **dégradation dans le commerce de détail et l'immobilier**.

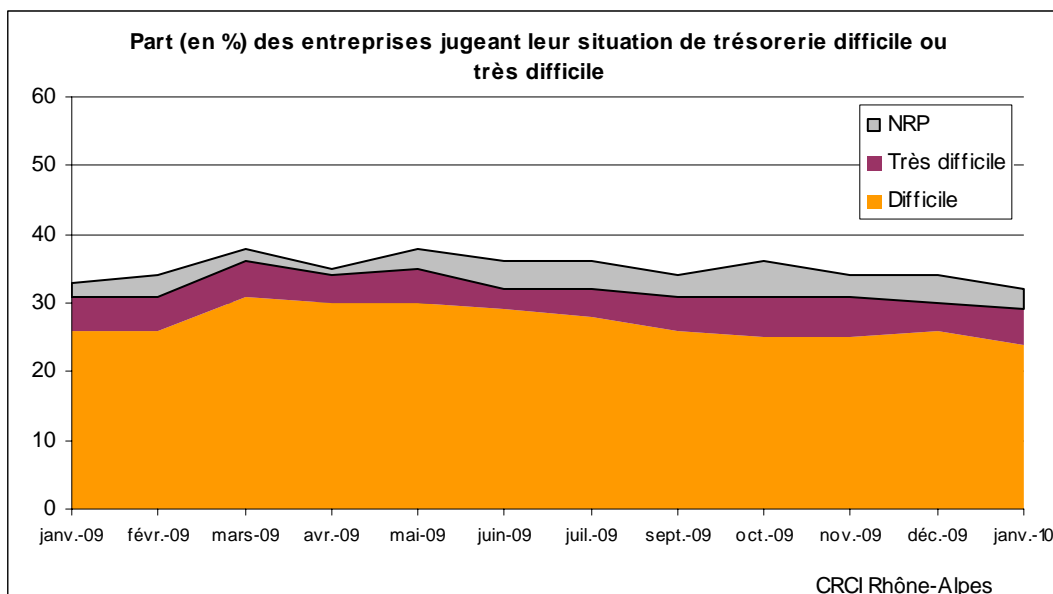


Léger recul des difficultés de trésorerie

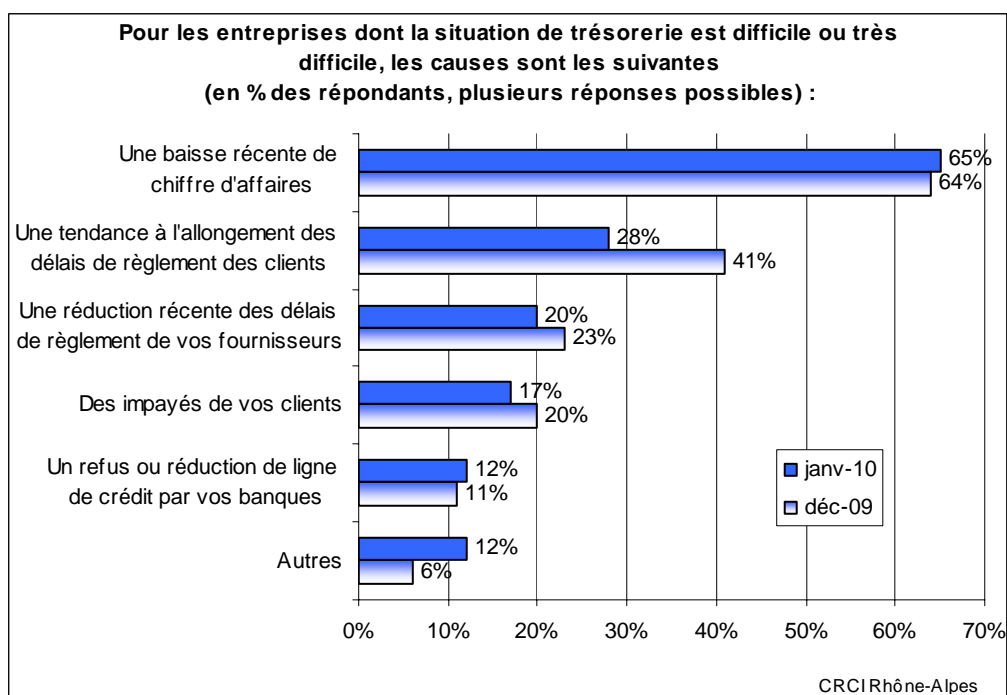
Malgré un nouveau tassement, le **niveau des difficultés de trésorerie reste important : 29 % des TPE-PME** disent rencontrer des difficultés (- 1 point), dont 5 % qui jugent leur situation très difficile. Une forte part des entreprises en situation très difficile sont des entreprises industrielles.

Parmi ces entreprises qui connaissent des difficultés de trésorerie, une part toujours importante mesure des signes de reprise de leur activité : 36 %.

Cela étant, la principale cause des difficultés de trésorerie reste la **faiblesse de la demande** (2/3 des entreprises ayant des difficultés). Vient ensuite l'allongement des délais de règlement des clients (pour 28% mais en net recul).



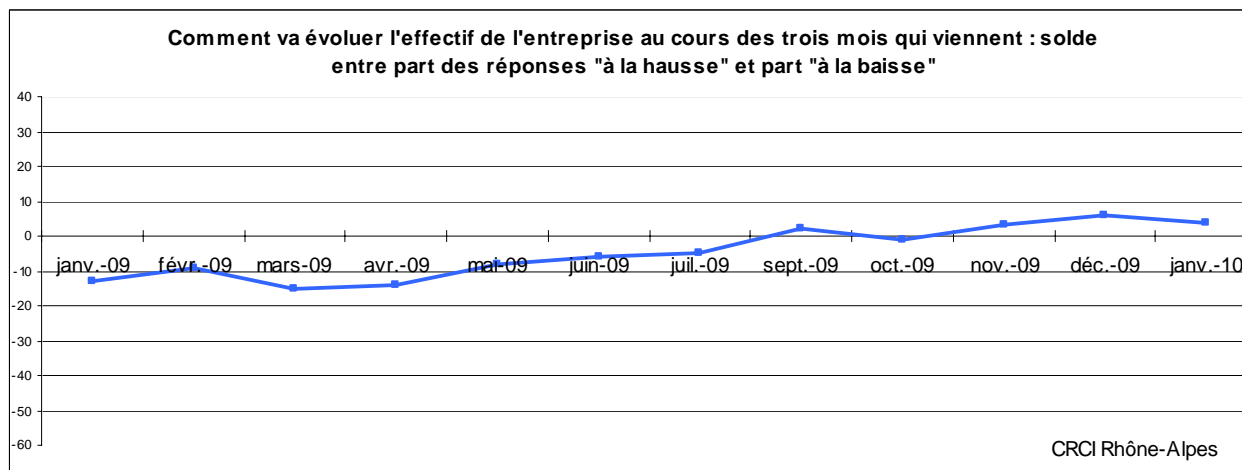
Dans les services aux entreprises, lorsque des TPE/PME rencontrent des difficultés de trésorerie, c'est fréquemment en raison d'un allongement des délais de règlement. C'est particulièrement le cas pour les services informatiques.



Des perspectives un peu en retrait pour l'emploi

14 % des TPE-PME prévoient d'augmenter leur effectif dans les trois mois (- 3 points) et 10 % de le réduire (inchangé). Le solde « part à la hausse » - « part à la baisse » se tasse mais reste positif². La tendance largement majoritaire reste à la stabilité des effectifs (72 % des TPE-PME).

C'est pour l'informatique/tertiaire supérieur que le solde « hausse-baisse » est le plus favorable. Il reste aussi positif dans le commerce de détail même s'il recule, en cohérence avec la dégradation des perspectives d'activité. Le solde devient positif dans l'industrie, avec 16 % d'entreprises qui prévoient d'accroître leur niveau d'emplois dans les trois mois et 14 % de le réduire.



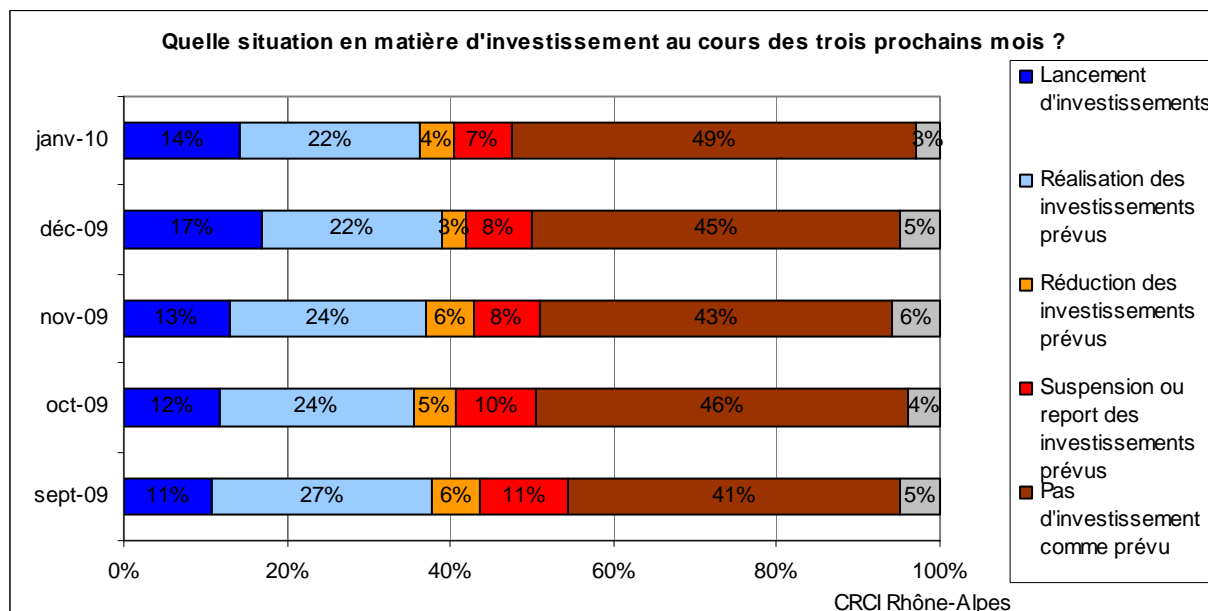
Indépendamment de l'évolution de l'effectif, **17 % des TPE-PME vont embaucher dans les trois mois (- 3 par rapport à décembre).**

Les résultats de l'enquête ne montrent pas de reprise des heures supplémentaires. Le solde « hausse-baisse » se dégrade et la part des TPE-PME qui n'a pas recours aux heures supplémentaires atteint 55 % (+ 5).

² Cela ne signifie pas nécessairement une hausse globale du nombre d'emplois dans la mesure où il s'agit d'un solde « en nombre d'entreprises » et non « en salariés ».

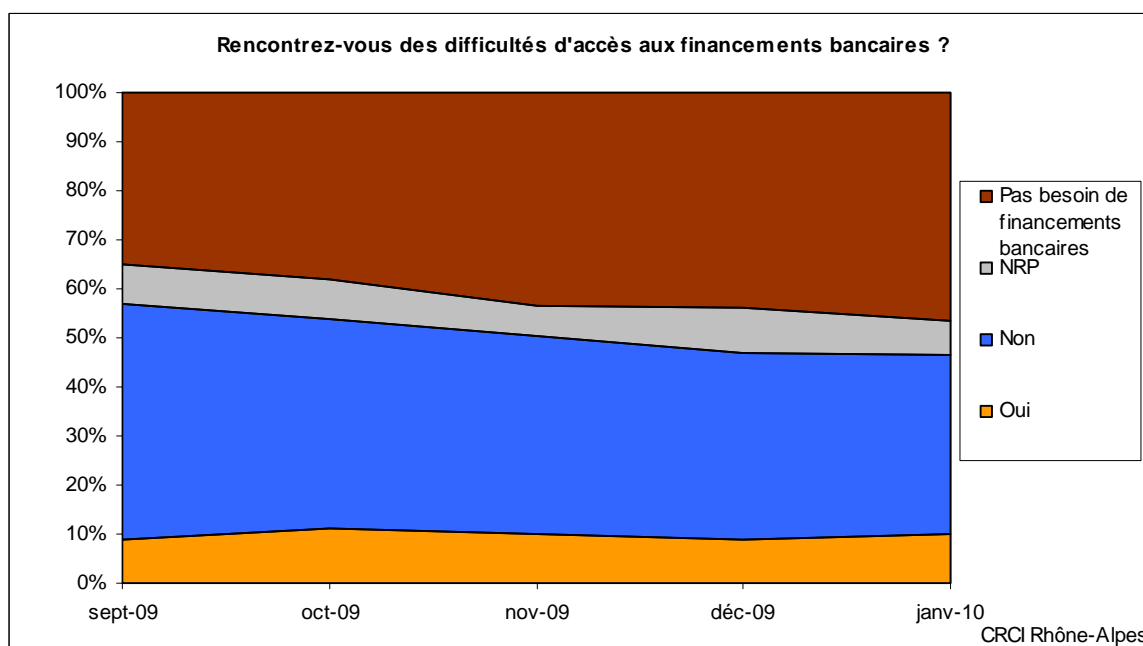
Toujours pas de reprise tangible de l'investissement

40 % (- 2 point) des TPE-PME vont investir dans les trois prochains mois, soit une minorité. La **part des entreprises qui vont lancer des projets d'investissement retombe à 14 %**. Elle reste néanmoins supérieure à celle des entreprises qui comptent réduire ou suspendre des projets d'investissement.



Des besoins de financements bancaires encore en recul

Début janvier, **46 % des TPE-PME disent ne pas avoir besoin de financements bancaires (+ 2)**.



10 % des TPE-PME disent rencontrer des difficultés d'accès aux financements bancaires (soit 21 % des entreprises qui ont des besoins de financement).

Le niveau des garanties demandées n'est plus la première traduction de ces difficultés d'accès au financement bancaire (net recul en un mois). Le refus de prêt devient la première traduction de ces difficultés, un peu plus fréquemment citée. La suppression du crédit court terme est aussi plus fréquemment citée.

